

Péto-Canada—Loi

Sauf erreur, l'ordre avait été donné au ministre albertain 20 minutes avant la fin de la séance. Après cette réponse du ministre, je lui ai posé la question suivante:

Le ministre a-t-il essayé de rencontrer le premier ministre de l'Alberta lors de sa récente visite dans cette province?

Voici ce que le ministre a répondu:

Monsieur l'Orateur, j'ai lu la nouvelle le matin où j'ai pris l'avion pour Calgary pour y voir les dirigeants de l'industrie comme quoi le premier ministre s'attendait à me voir. Or, cette nouvelle du *Globe and Mail* était erronée.

La seule erreur, à mon sens, c'est d'avoir le ministre actuel comme ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources en ces moments difficiles. Depuis son entrée en fonction, pas une seule initiative n'a été prise dans l'intérêt du Canada.

Personne n'a oublié qu'il y a dix-huit mois, le ministre mettait tous les Canadiens en émoi en leur annonçant une prochaine crise de l'énergie et en prenant des dispositions en conséquence. Six mois plus tard, le ministre se rendait compte que la crise prévue ne s'était pas produite. Le printemps dernier, c'est-à-dire il y a un an, les pipe-lines du Canada contenaient plus de pétrole qu'ils n'en avaient eu depuis longtemps et les navires en mer réduisaient leur vitesse parce qu'ils ne pouvaient décharger leur cargaison de pétrole.

Cela dit, je prétends que le ministre a fait une série d'erreurs et continue à en faire en tentant tout d'abord d'établir une autre société de la Couronne. Le député de York-Simcoe (M. Stevens) a signalé nettement au ministre que les sociétés de la Couronne ont mal desservi les Canadiens. Songeons par exemple à Radio Canada qui accusait un déficit de 200 millions de dollars en 1972 alors que, comme le faisait remarquer le député de York-Simcoe, trois réseaux nationaux aux États-Unis accumulaient des profits atteignant le même chiffre. Comparons aussi Air Canada à CP Air. C'est Air Canada qui a réclamé une hausse de taux de 10 p. 100 et non CP Air. En raison de ces faits, nous ne pouvons pas convenir que les sociétés de la Couronne sont la solution à nos problèmes, car il a été prouvé à maintes et maintes reprises que tel n'est pas le cas.

J'aimerais citer l'extrait suivant de l'Annuaire du Canada de 1973:

L'Alberta est le principal producteur de pétrole au Canada, ...

En passant, au cas où certains députés ne s'en rendraient pas compte, j'aimerais signaler que, si nous, de l'Alberta, nous préoccupons vivement de Péto-Canada, c'est que l'industrie du pétrole en Alberta est de la plus haute importance pour notre bien-être économique.

... si l'on en juge par sa contribution à la production nationale qui est passée de 69% en 1967 à 75% en 1971. La production pourrait même être encore plus imposable puisque les gisements ne sont pas exploités à pleine capacité. Au rythme de production actuel, on pourra tirer des réserves dont la rentabilité a été établie des approvisionnements pour environ 20 ans. Les travaux d'exploration en Alberta progressent de façon modérée car on attend le résultat des études économiques et écologiques sur les nouvelles sources de pétrole au-delà du cercle arctique.

La production minérale totale de l'Alberta en 1971 a été évaluée à 1,640 millions de dollars, dont 1,575 millions provenaient des combustibles; le soufre dérivé de la production de combustibles représentait le tiers de la valeur restante et les matériaux de construction... les deux tiers...

Dans un rapport du président d'Imperial Oil publié en mars de cette année, on trouve la déclaration suivante:

A cause d'une capacité réduite d'autofinancement, l'industrie du pétrole en général doit réduire son propre programme et ne pourra répondre aux besoins du Canada en pétrole. Le Canada devra bientôt

[M. Towers.]

importer plus de pétrole qu'il n'en produit, de sorte que sa balance des paiements accusera un déficit de plusieurs milliards de dollars par an. Pour subvenir à ses besoins à la fin des années 1980, il devra dépenser quelque 50 milliards de dollars dans les dix prochaines années.

● (2010)

Le fait est que d'ici deux ans nous aurons à faire face à une possibilité de pénurie et que peut-être d'ici 1980 nous devrons importer plus de pétrole que nous n'en exporterons à cause de l'inaction du gouvernement fédéral. Le gouvernement s'aventure dans des secteurs où il n'a rien à faire et où il n'a pas les connaissances techniques ni la capacité voulue pour faire le meilleur usage des réserves.

J'aimerais vous lire un extrait du *Nickle's Daily Oil Bulletin* du 19 mars 1975 qui dit ceci:

La Compagnie Nabors Drilling Ltd., une entreprise de forage pétrolier de Calgary a signalé qu'un de ses appareils de forage quittait le sud de l'Alberta. A l'instar de nombreuses autres compagnies de forage du Canada, cette entreprise suit de très près ce qui se passe des deux côtés du 49^e parallèle et prendra des décisions au fur et à mesure des événements. La Nabors envisage en ce moment de transporter d'autres appareils de forage à l'extérieur du territoire canadien.

Étant donné que le ministre des Finances (M. Turner) a déclaré que son nouveau budget allait empêcher cela, il semble que lui-même, ou le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald), devra réexaminer ses plans afin d'assurer ou d'accroître la prospection pétrolière. Voilà où se situe le problème, monsieur l'Orateur. Lorsqu'on a établi le rapport dont j'ai parlé et qui figure dans l'Annuaire du Canada de 1973, il ne fait aucun doute qu'à l'époque on pensait que la prospection se poursuivrait.

Mais à cause des politiques du gouvernement et de l'attitude préjudiciable du ministre, la situation a évolué et nous constatons que d'ici quelques années les approvisionnements ne suffiront plus. Il n'est pas difficile d'imaginer ce qui se passera quand cela arrivera. A l'heure actuelle nous sommes le seul pays du monde industriel qui suffise à ses propres besoins sur le plan de l'énergie, mais notre balance de paiements accuse quand même un déficit d'environ quatre millions de dollars. Quelle sera la situation si nous devons importer plusieurs milliards de dollars de pétrole chaque année? Voilà à quoi nous expose le ministre avec sa politique pernicieuse.

La création d'une société nationale des pétroles n'accroîtra pas les réserves actuelles. Les gisements de pétrole existent et ce qu'il faut, c'est un système de gouvernement qui permette la prospection, la mise en valeur et assure les approvisionnements selon les besoins.

J'aimerais citer un passage d'un mémoire présenté à l'Office national de l'énergie par la Canadian Petroleum Association le 6 février dernier:

La fixation au-dessous du prix de revient du prix du gaz naturel par rapport à celui de tous les autres combustibles est la cause fondamentale de la croissance disproportionnée qu'a connue la demande de ce combustible depuis six ans, par rapport à tous les autres types d'énergie.

La fixation du prix au-dessous du prix de revient et un prélèvement excessif sur les profits effectués par le gouvernement sont à l'origine d'une diminution des activités de prospection et de mise en valeur qui entraînera des pénuries. D'ici un an ou deux, on aura besoin d'approvisionnements accrus de gaz, car, en raison des taux courants de croissance de la demande au Canada, la pénurie pourrait se faire sentir très rapidement. La Canadian Petroleum Association recommande que, lorsque l'Office national de l'énergie tentera de calculer combien de gaz naturel pourra être mis à la disposition des Canadiens, il devrait tenir compte du fait que les prix plus élevés encourageront les sociétés pétrolières à trouver et à mettre en valeur plus de gisements de gaz et à produire davantage à partir des gisements déjà découverts. Réciproquement, aux niveaux actuels des prix, de grandes quantités de gaz peuvent rester inexploitées, et certaines des réserves actuellement con-